

LES CONFLITS ARMÉS DE L'APRÈS-GUERRE

Gauthier de Villers, avec la collaboration d'*Edwine Simons*
(novembre 2011)

1. Typologie des conflits

Les guerres de 1996-1997 et de 1998-2002 eurent pour moteur, et comme facteur décisif en termes de rapports de force, l'intervention au Congo des forces armées rwandaises et celle d'autres puissances régionales, mais elles eurent en même temps le caractère de guerres civiles, de guerres intercongolaises¹.

Roland Marchal et Christine Messiant, dans une analyse portant sur la seconde guerre qui s'applique également à la première, proposaient de distinguer « au moins trois types de conflits : une guerre interétatique dans laquelle divers pays sont entrés en fonction surtout de préoccupations politiques intérieures, mais qui a pris une autre dimension et vise maintenant aussi [en 2001] à définir de nouveaux rapports de force en Afrique centrale ; une guerre intercongolaise dont l'enjeu est le pouvoir à Kinshasa ; et une constellation de guerres locales engageant des populations qui s'affrontent pour l'accès à certaines ressources comme la terre, dans des conditions que les évolutions nationales et la guerre ont exacerbées » (Marchal & Messiant 2001).

La typologie ainsi esquissée peut être enrichie, et doit être complétée.

Denis Tull, dans son ouvrage sur le Nord-Kivu en guerre (Tull 2005 : 97 et suivantes), définit deux types d'acteurs des conflits locaux : d'une part, des milices ou bandes armées constituées sur une base ethnique ou sur celle de l'« autochtonie » pour la défense d'intérêts communautaires (les divers groupes *mayi-mayi* composent principalement cette catégorie) ; d'autre part, les mouvements armés conduits par un « seigneur de guerre », un *warlord*. Le phénomène des *warlords*, écrit-il, est celui de l'« usage délibéré et de l'instrumentalisation du désordre par des hommes forts dont l'emprise est locale, qui poursuivent par des moyens violents des objectifs étroitement économiques ». Mais, précise l'auteur, les frontières entre les catégories

¹ Nous synthétisons ici une analyse développée dans de Villers (2009 : 113 et suivantes).

de conflits sont souvent brouillées, et elles le sont d'autant plus quand les conflits se prolongent. On le verra à propos du cas d'un seigneur de guerre comme Laurent Nkunda dont l'action présente des caractéristiques communes avec les rébellions visant la conquête du pouvoir en même temps qu'avec les mouvements miliciens de défense d'une communauté. Observons que, confrontée à un tel cas, l'association faite par Tull entre le *warlordism* et la poursuite d'intérêts « étroitement économiques » apparaît réductrice.

Il n'y a pas que les armées « régulières » étrangères et les rébellions ou groupes armés nationaux. Il y a aussi des rébellions contre les pouvoirs en place dans des pays voisins qui ont trouvé refuge et terrain d'action en RDC. Dans plusieurs cas, elles sont le fait de groupes ethniques transfrontaliers. Ce sont des prolongements sur le territoire congolais des guerres civiles du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda, et, jusqu'à la mort en février 2002 du leader de l'UNITA, Jonas Savimbi, de la guerre civile angolaise.

La conflictualité armée au Congo, dans la période des guerres et aujourd'hui, est donc hétérogène. Marchal et Messiant observaient que les différents « niveaux de conflit » y « ont des origines distinctes, des temporalités différentes et des acteurs initialement autonomes, mais se sont imbriqués d'une manière qui les a, les uns et les autres, profondément modifiés ». Du fait de cette hétérogénéité, on ne peut analyser la genèse et le développement de ces conflits à partir d'un seul type de schème explicatif. On ne peut en rendre compte que par une approche mettant en lumière la rencontre dans des circonstances particulières de groupes et ensembles sociaux aux trajectoires historiques diverses².

2. Les évolutions de l'après-guerre

L'« accord global et inclusif » signé à Pretoria en décembre 2002 met fin à la situation de guerre. Les troupes étrangères régulières ont quitté le pays dans les mois qui précèdent. Les rébellions, en entendant par là les mouvements armés qui visaient la conquête du pouvoir à Kinshasa³, se sont converties

² Dans le cadre restreint de cet article, on limitera l'analyse aux facteurs qui expliquent spécifiquement la genèse et le développement des divers groupes armés évoqués, mais le rôle joué par ces facteurs s'explique à son tour par le contexte général dans lequel ils interviennent (processus de dépérissement de l'État au Congo/Zaïre, impact des interventions de pays voisins – au premier chef, du Rwanda – déterminées par les évolutions propres de ces pays, changements sur la scène internationale depuis la fin de la guerre froide). Pour ce contexte général, voir plusieurs ouvrages publiés en 2009 : G. de Villers (aussi dans la collection des « Cahiers africains » les précédents ouvrages sur les évolutions politiques du Congo/Zaïre depuis 1990), R. Lemarchand, G. Prunier, F. Reyntjens.

³ Le RCD et le MLC principalement, mais aussi le RCD-Mouvement de libération et, plus accessoirement, le RCD-National.

en partis politiques et ont été intégrées dans le régime de la transition. Un certain nombre de leaders *mayi-mayi* se sont également ralliés au jeu de la compétition politique. Des élections générales se tiendront en 2006 donnant naissance à la Troisième République congolaise.

Après la fin de ce qui est parfois appelé la « grande guerre » du Congo, des rébellions étrangères sont restées présentes et actives dans le pays. Il s'agit surtout des rebelles hutu rwandais, les FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda). Il y a aussi les FNL (Forces nationales de libération) burundaises au Sud-Kivu, et les ADF (Allied Democratic Forces) ougandaises dans la zone frontalière du Ruwenzori. Depuis quelques années, une autre rébellion ougandaise, celle de la LRA (Lord's Resistance Army), sévit dans le Nord-Est du Congo. On reparlera de ces différentes rébellions. Mais signalons encore ici, dans la région du Haut-Uele où est active la LRA, la pénétration de milliers de pasteurs mbororo, peuple nomade originaire des pays du Sahel. Un certain nombre d'entre eux détiennent des armes à feu. Leur quête de pâturages, la compétition dans la chasse aux animaux de brousse, entraînent des conflits avec les populations locales. Depuis octobre 2010, des unités des FARDC pourchassent les Mbororo, avec, semble-t-il, pour principal souci de dérober leur bétail et leurs biens. En mars 2011, un grand nombre a fui la RDC pour rejoindre la République centrafricaine (International Crisis Group 2011 : 10-11).

L'accord de paix conclu en Afrique du Sud s'est voulu « inclusif », mais ce sont les principaux leaders des mouvements armés qui négocient le processus d'inclusion et qui en bénéficient, entraînant derrière eux une partie plus ou moins importante de leurs états-majors et de leurs troupes. Il y a des exclus et des déçus. Vlassenroot et Raeymaekers (2009 : 476) observent : « Une logique récurrente depuis l'accord de cessez-le-feu de Lusaka en 2009 veut que chaque règlement de paix en RDC ait été suivi par la prolifération et la fragmentation de groupes armés qui, tous, entendent avoir leur part dans le partage du pouvoir. » Cependant, dans plusieurs régions, en Ituri, au Maniema, au Nord-Katanga, une réelle, quoique relative et fragile, pacification s'opère progressivement, et le démantèlement de milices paraît y revêtir plus d'ampleur que les recompositions de groupes armés. C'est le Kivu qui demeure le principal foyer de conflits.

On précisera ces évolutions. Arrêtons-nous pour le moment sur les mouvements de rébellion sans lien avec ceux de la guerre de 1998, qui ont surgi dans la période récente.

Même s'il ne relève pas de la catégorie des groupes armés et s'il entend participer à la compétition politique, il faut d'abord évoquer un mouvement qui a un fort ancrage sociologique et historique, et pourrait, de ce fait,

connaître des rebondissements, le *Bundu dia Kongo* (de Villers 2009 : 370-371, 408-409, 439-441).

Ce mouvement a été fondé en 1986 par Ne Muanda Nsemi, aujourd'hui député à l'Assemblée nationale. Il a été à différentes reprises depuis 2002 l'instigateur de manifestations qui ont fait l'objet de brutales répressions. Les principales eurent lieu en janvier 2007, et puis en janvier de l'année suivante. En 2007, le mouvement conteste le résultat de l'élection des autorités provinciales. En 2008, c'est à la suite de l'organisation par le BDK d'une forme de « désobéissance civile » au Bas-Congo et d'actions usurpant l'autorité de l'État, que de violents affrontements ont lieu dans la région du Bas-Fleuve et que la Police nationale, dépêchée sur les lieux, se livre à une répression de grande ampleur qui sera dénoncée dans un rapport de la Mission des Nations unies (Nations unies 2008). Le mouvement est alors interdit, mais entreprend d'agir et de se faire reconnaître sous un nouveau nom, *Bundu dia Mayala*. Il dénonçait, dès 2010, la « mascarade » des futures élections, et pourrait bien être un des dangereux contestataires des résultats de celles-ci.

Le BDK (ou BDM) constitue un mouvement de rébellion singulier dans le paysage congolais. On ne peut, on l'a dit, le qualifier de mouvement armé. Selon le rapport de la MONUC, en janvier 2008 ses partisans ne disposaient pas d'armes à feu, mais étaient « essentiellement » armés d'« armes en bois ». Leur action n'en était pas moins violente. Il ne s'agit pas, par ailleurs, d'un mouvement local de défense communautaire ou de prise de contrôle de sites riches en ressources, mais d'une entreprise politique qui vise une radicale restructuration de l'État congolais et même, transcendant les frontières étatiques, de l'ensemble de la région à laquelle appartient le Bas-Congo, en vue d'une forme de restauration de l'ancien royaume kongo.

Le BDK se présente comme un mouvement ou parti « politico-religieux » qui, selon ce que l'on peut ou pouvait lire sur son site⁴, a pour mission de « parfaire l'œuvre » de Simon Kimbangu en faisant s'épanouir cette « Église mère du monde négro-africain » à laquelle le prophète aurait donné naissance⁵. On ne peut mesurer l'influence du mouvement, mais il semble être solidement enraciné, en particulier dans le Bas-Fleuve. C'est la « manipulation » des députés provinciaux par l'Alliance pour la majorité présidentielle qui paraît bien avoir empêché, en janvier 2007, le tandem formé par Fuka Unzola, ancien gouverneur et personnalité populaire, et Ne Muanda Nsemi, d'accéder

⁴ www.bundudiakongo.org

⁵ Signalons l'existence en Province-Orientale, dans le territoire d'Opala, d'un autre mouvement de type politico-religieux, la secte Nzambe Lumumba fondée en 2000 par Efanga Olumba, dit « Moïse le libérateur ». Elle aurait 5 000 à 10 000 adeptes. En juillet 2011, la presse a fait état d'un violent accrochage entre membres de la secte et éléments des forces armées (FARDC) ; en septembre, le chef spirituel était arrêté.

respectivement aux postes de gouverneur et vice-gouverneur de la province du Bas-Congo.

Le mouvement n'est pas sécessionniste, mais ranime et entretient un sentiment identitaire et une aspiration à l'autonomie d'un « pays kongo », qui se sont affirmés dès la période de la décolonisation.

Au Katanga, on reparle ces dernières années d'un mouvement sécessionniste lié à la nébuleuse des « Tigres », cette formation politico-militaire créée en Angola parmi des réfugiés de l'État katangais vaincu et leurs descendants. Un mouvement pour l'indépendance du Katanga a vu le jour vers 2005, la Coordination pour le référendum de l'autodétermination du Katanga (CORAK). Ces deux dernières années, des attentats à la bombe et des attaques armées lui ont été attribués : ainsi, en février 2011 une attaque contre l'aéroport de Lubumbashi, en juillet l'attaque d'un camp militaire. Mais le véritable caractère de ces événements et leur réelle gravité ne sont pas établis. Les menaces de déstabilisation et de violences au Katanga paraissent d'ailleurs surtout liées à l'opposition historique entre le Nord et le Sud de la province d'une part, aux mobilisations des « originaires » contre les Luba du Kasaï ayant émigré depuis des générations dans le Katanga minier d'autre part. Des « entrepreneurs » politiques, qui jouent de ces conflictualités, disposent de milices qui ont démontré leur agressivité. C'est le cas avec le parti UNAFEC (Union des nationalistes fédéralistes du Congo) et ses « jeunesses » (la « Brigade de martyrs »).

*

L'intervention de pays voisins, qui a fait basculer le Congo en 1996 dans une période de guerres et conflits armés, a mis le feu à la poudrière de l'Est en ravivant des conflits s'inscrivant dans l'histoire congolaise, celle, on le redira, d'antagonismes entre communautés autour des droits sur la terre et les terroirs collectifs, celle aussi des rébellions des années soixante⁶. D'autres pans de l'histoire de la décolonisation et des lendemains de l'indépendance connaissent aujourd'hui des soubresauts violents, comme dans les contextes évoqués du Bas-Congo et du Katanga, ou comme dans le cas de l'affaire Munene qui paraît avoir moins de « consistance » mais pourrait encore rebondir.

Faustin Munene est apparenté à Pierre Mulele, le leader de la rébellion des années soixante ayant eu pour champ le Kwilu. Il paraît habité par l'idée d'un héritage politique révolutionnaire à assumer.

⁶ Non seulement Laurent Désiré Kabila, qui prendra le pouvoir à Kinshasa à l'issue de la première guerre, avait été le dernier grand leader des rébellions des années soixante à poursuivre l'action, mais plusieurs anciens de ces rébellions ou d'avatars de celles-ci ont joué un rôle dans la résurgence du phénomène *mayi-mayi* de la période récente.

Ayant gagné l'Angola en 1980, il fut l'un des signataires d'un accord conclu en Tanzanie en 1984 entre les « Tigres » katangais, le Parti de la révolution populaire de Laurent Désiré Kabila, et une troisième formation rebelle. En 1996-1997, il participe à la marche au pouvoir de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo. En 1999, il est nommé général-major et commandant de la Force aérienne. Après l'assassinat de L. D. Kabila, dont il continue à se proclamer un partisan fidèle, sa position se dégrade (Omasombo & Kennes 2006). La suite est plus incertaine, mais ce qui paraît sûr, c'est qu'il s'est engagé dans une entreprise subversive qui lui vaudra d'être la cible du pouvoir.

Il aurait créé en janvier 2010 une « Armée de résistance populaire » (APR). Dans une conférence de presse du 27 juillet 2011, la Mission des Nations unies signalait la présence dans le territoire de Tshela, au Bas-Congo, d'éléments de cette « armée », mais sans mentionner le général rebelle. En septembre 2010, ses résidences à Kinshasa avaient été attaquées par des militaires, et il s'était réfugié à Brazzaville. Le pouvoir l'accusera d'avoir été l'instigateur d'un coup de force opéré dans la capitale le 27 février de l'année suivante : la résidence du chef de l'État ainsi que le camp militaire de Kokolo subissent alors l'assaut de peut-être une centaine d'hommes armés venus de la capitale voisine⁷. Munene est condamné par défaut à la prison à vie. En octobre 2011, il est de nouveau mis en cause pour une agression du territoire congolais à partir de Brazzaville. Un communiqué officiel signale qu'une « bande » armée a attaqué la cité frontalière de Lukolela. Kinshasa soutiendra qu'elle avait un ordre de mission signé par Munene, et qu'elle avait pour objectif la prise de différentes villes. Mais les agresseurs paraissent avoir été si peu nombreux (la presse kinoise parle de 5 hommes !) qu'ils ne pouvaient représenter une réelle menace...

Venons-en, pour finir ce tour d'horizon des mouvements de rébellion qui ne s'inscrivent pas dans la mouvance des guerres de l'Est, à la mystérieuse « affaire Enyele ». En fin 2009, les Lobala, appelés Enyele du nom d'un village du territoire de Kungu au Sud-Ubangi où ont lieu les événements, affrontent les membres d'une autre communauté, celle des Monzaya, à propos des droits de jouissance d'étangs de pêche et d'une forêt. Il y aurait eu de nombreux morts. Sous le nom de Mouvement de libération indépendante des alliés, un « chef politique et spirituel » enyele, Ibrahim Mangbama Mambenga, développe alors une action armée dans une partie de la province de l'Équateur. En avril 2010, les insurgés entreprennent de s'emparer de Mbandaka, la capitale provinciale ; l'armée les décime et les refoule. On

⁷ Des éléments de la Division spéciale présidentielle de Mobutu et de la garde de Jean-Pierre Bemba, ainsi, semble-t-il, que des réfractaires des forces armées de Kinshasa, ont trouvé refuge à Brazzaville.

ne peut connaître l'importance de ce mouvement, mais selon Radio Okapi il y aurait eu seulement une centaine d'assaillants lors de l'attaque contre Mbandaka. Comme dans d'autres cas cependant, les actions violentes d'un petit nombre d'hommes entraînent des effets dramatiques considérables. Le Haut Commissariat aux réfugiés chiffre à plus de 300 000 personnes le nombre de réfugiés au Congo-Brazzaville et en Centrafrique et de déplacés en RDC provoqué par ces actions et par leur répression. Les motivations et ressources politiques du mouvement restent inconnues. Les autorités congolaises l'accuseront, accusation assez prévisible, d'être instrumentalisé par des anciens de la Division spéciale présidentielle de Mobutu repliés au Congo-Brazzaville, et par le MLC de Jean-Pierre Bemba. Un procès s'est ouvert devant le tribunal militaire de Kinshasa, fin avril 2011, contre le chef du mouvement arrêté l'année précédente et contre plusieurs de ses présumés complices ou adjoints. Une cérémonie de réconciliation entre les deux communautés dont l'affrontement paraît avoir provoqué ces développements a eu lieu en mars 2011 sous le patronage de la MONUSCO et d'autres organismes internationaux.

Gestion politico-militaire et métastases de la guerre au Kivu

Le Nord-Kivu, et plus particulièrement ce que l'on désigne comme le « petit Nord-Kivu » c'est-à-dire la partie méridionale comprenant les territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru, et la ville de Goma, est devenu le principal foyer et le « centre névralgique » des guerres et conflits armés. C'est cependant l'alliance nouée au Sud-Kivu par des Tutsi Banyamulenge avec l'envahisseur rwandais qui fut au point de départ des guerres du Congo, et les deux Kivu interviennent de manière étroitement liée dans la reproduction et les évolutions de la conflictualité. On retrouve d'ailleurs dans les deux provinces les mêmes facteurs généraux d'explication : le caractère frontalier, la présence de communautés rwandophones, les conflits pour la terre, l'arrivée massive de réfugiés hutu rwandais. Mais c'est au Nord que ces facteurs se sont développés de manière telle et ont eu un impact tel que l'on peut, dans un souci de simplification et de clarté, axer sur cette région l'analyse des reconfigurations de la belligérance qui constitue notre objet.

La situation frontalière du Nord-Kivu, voisin du Rwanda et de l'Ouganda, contribue fondamentalement à une explication qui fait intervenir les répercussions du génocide rwandais en même temps que des facteurs démographiques et fonciers, et des facteurs ethniques.

C'est aux environs de Goma que se sont implantés les plus grands camps de réfugiés des Hutu fuyant la guerre civile rwandaise de 1994, des camps

dont le démantèlement fut l'objectif premier de l'intervention des forces armées de Kigali en 1996.

La guerre qui se déclenche alors vient en quelque sorte se greffer sur les conflits ethnico-fonciers qui affectent le petit Nord-Kivu⁸. C'est une région à forte densité démographique et où, dans le Masisi et à Walikale, les Banyarwanda, que le colonisateur avait fait venir dans le cadre de migrations de travail ou qui proviennent de migrations ultérieures, sont devenus majoritaires. Dans ces territoires, les conflits pour la terre, qui se conjuguent au phénomène de compétition politique entraîné par l'ouverture en 1990 de la « transition démocratique », opposent avant tout les populations « autochtones », Hunde, Nyanga, Nande (le fief de ces derniers étant le grand Nord-Kivu), à leurs voisins aux origines rwandaises souvent lointaines ainsi qu'aux Banyarwanda du Bwisha (Rutshuru) dont beaucoup sont des Congolais « de souche ». En mars 1993, les affrontements prennent une ampleur telle que l'on parlera d'une « guerre du Masisi ». Et c'est dans ce contexte que se produit la résurgence du phénomène *mayi-mayi* (Willame 1997 : 62-74) qui va jouer un grand rôle dans les guerres de 1996 et 1998.

Alors que dans la « guerre du Masisi » les deux « communautés » (aucune notion n'est adéquate pour qualifier la distinction) banyarwanda, Hutu et Tutsi, affrontaient les « autochtones », l'arrivée des réfugiés hutu du Rwanda va faire de la minorité tutsi la cible privilégiée des mobilisations identitaires. Comme l'a écrit Koen Vlassenroot (2006 : 57), « une nouvelle coalition faite de Hutu-Banyarwanda du Congo, du leadership⁹ des réfugiés, et de milices » voit le jour. On parlera alors de la constitution d'un « *hutuland* ».

Avec la seconde guerre du Congo, les deux Kivu seront pendant plusieurs années « gouvernés » (si l'on peut dire) par la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie, parrainée et instrumentalisée par un régime rwandais dominé par les élites tutsi, et dans laquelle des Tutsi congolais occupent de fortes positions. Parmi les cartes que joue le RCD pour assurer son emprise sur le Congo oriental, il y a cependant au Nord-Kivu celle d'une alliance entre Tutsi et Hutu. Une puissante « ONG » mise en place par la rébellion, Tous pour la paix et le développement, et son président, Eugène Serufuli, devenu à la mi-2000 gouverneur de la province, seront les acteurs de cette politique (Bucyalimwe Mararo 2004). Sous le gouvernement de Serufuli, Goma est le centre d'une aire politique fortement autonomisée, parfois qualifiée de « République des volcans », dans laquelle les Hutu

⁸ De nombreuses études ont été consacrées, totalement ou partiellement, à ces questions. Renvoyons seulement, dans ce texte nécessairement bref, à un article récent constituant une bonne synthèse et donnant diverses références : Huggins 2010.

⁹ Les leaders qui s'imposent dans les camps de réfugiés ont souvent participé au génocide des Tutsi.

prédominant, mais en protégeant les positions et les intérêts des élites tutsi. Selon International Crisis Group (2005), 80 % des postes de l'administration à Goma et dans les territoires de Rutshuru et Masisi sont alors occupés par des Hutu.

Les élections de 2006 sont un dur rappel à la réalité pour le RCD qui n'obtient que 15 sièges sur 500 au plan national. Au Nord-Kivu, aux élections provinciales, l'ex-rébellion, que l'on dénommait « RCD-Goma », ne remporte que 7 des 38 sièges. En termes ethniques, alors que les Nande (l'ethnie largement majoritaire au « Grand Nord ») ont 22 députés, les Hutu n'en ont que 9, et les Tutsi, aucun (Bucyalimwe Mararo 2007).

C'est dans le contexte de ce brutal changement des rapports de force que l'on peut apprécier l'« affaire » du général Nkunda (Nkundabatware de son vrai nom) qui nous servira de fil conducteur pour l'analyse des métastases de la guerre au Kivu.

L'aventure de Nkunda ayant débuté bien plus tôt, il nous faut d'abord retracer succinctement les grandes étapes de sa trajectoire (Omasombo et Kennes 2006 ; de Villers 2009). Tutsi de Rutshuru, Nkunda, qui a entamé sa carrière militaire dans les rangs de l'Armée patriotique rwandaise, est, en octobre 1998, commandant au sein du RCD. Il dirige, en mai 2002, l'une des deux brigades qui procèdent à la sanglante répression d'une mutinerie d'éléments de l'armée rebelle à Kisangani. Sous la Transition ouverte en 2003, il est nommé général de brigade dans l'armée intégrée, mais il refuse de rejoindre son affectation à Kinshasa et se replie dans le Masisi. Il y prend la tête de groupes armés composites, et en juin 2004, il se joint au colonel Mutubetsi, un Tutsi munyamulenge du Sud-Kivu, pour occuper la ville de Bukavu. Cette entreprise vite contrée exprimait le mécontentement et les frustrations d'ex-rebelles du RCD au sein du régime de Transition et invoquait une menace de « génocide » pesant sur les Banyamulenge. Après de nouveaux épisodes guerriers, Nkunda rejoint le Masisi où il lancera, sous une forme plus structurée, un mouvement de rébellion.

Pendant un temps, Nkunda se manifeste peu, mais rassemble sous son commandement plusieurs milliers d'hommes : des brigades du RCD qui n'ont pas été intégrées dans l'armée réunifiée et de nouvelles recrues d'origines diverses. Il semble bénéficier, depuis l'affaire de Bukavu, de complaisances sinon de complicités dans le gouvernorat du Nord-Kivu, toujours conduit par Serufuli.

C'est le 25 juillet 2006, quelques jours avant le premier tour des élections présidentielles et législatives, que Nkunda annonce, lors d'une conférence de presse tenue dans sa base du Masisi, la création du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), un mouvement dont le principal objectif serait, selon les déclarations de son fondateur, de combattre toute politique

d'exclusion à l'égard de groupes minoritaires, qu'il s'agisse de ses « frères tutsi » ou d'autres communautés menacées.

Le chef d'état-major de Nkunda est Bosco Ntaganda, lui aussi Tutsi, qui a eu une trajectoire particulièrement mouvementée lui ayant fait parcourir une grande partie du large éventail des rébellions et groupes armés (International Crisis Group 2007 : 9). Si les Tutsi paraissent dominants dans les structures du CNDP, les forces armées du mouvement sont composites, comprenant en particulier de nombreux Hutu, et il attire « des intellectuels d'autres communautés ethniques refusant de soutenir le gouvernement de transition ou craignant la perte de leur pouvoir après les élections » (Vlassenroot et Raeymaekers 2009 : 479). Il reste que les positions et revendications du CNDP, synthétisées dans un « cahier des charges » en mars 2007, mettent l'accent sur des questions particulièrement importantes pour les Tutsi congolais : le retour de ceux qui se sont exilés dans les pays voisins à la suite des conflits ethnico-fonciers des années quatre-vingt-dix, la lutte contre la rébellion hutu des FDLR.

Il y aura, en novembre 2006, en août et puis décembre 2007, des affrontements armés de grande ampleur entre le CNDP et les FARDC. En dépit de leur supériorité numérique, les forces de Kinshasa ne doivent qu'à l'intervention des casques bleus de la MONUC d'éviter d'importantes nouvelles conquêtes territoriales du CNDP, même peut-être la perte de Goma.

Incapable de venir à bout de cette rébellion/dissidence, Joseph Kabila dépêche le général Numbi pour négocier avec Nkunda. Un accord est conclu en janvier 2007 qui conduit à la formation de cinq brigades « mixant » des éléments de l'armée nationale et du CNDP. Ces brigades sont alors engagées contre les FDLR.

Le mixage renforce en réalité Nkunda. Il lui procure argent et équipement, alors que sa chaîne de commandement reste en place. À la fin 2007, il serait encore le commandant suprême de 3 000 à 5 000 hommes (Stearns 2008).

Le constat de son échec amène Joseph Kabila (ce sont lui et ses hommes de confiance, non le gouvernement de Kinshasa, qui décident) à déclencher, fin 2007, une offensive qui, à nouveau, se soldera par la victoire du CNDP. Contraint de renoncer à l'option militaire, le chef de l'État convoque à Goma en janvier 2008 une « conférence de paix ». Au terme de celle-ci, le CNDP et vingt autres groupes armés des deux Kivu signent des « actes d'engagement » censés mettre fin à leurs entreprises rebelles. Un programme appelé *Amani* (paix en swahili) est lancé qui doit permettre la mise en œuvre des résolutions.

Il y aura des progrès fort limités dans l'intégration des groupes armés aux forces régulières ou leur désarmement¹⁰. Et la position du CNDP ne

¹⁰ Pour ce qui suit, nous nous référons surtout à un rapport d'International Crisis Group (2010).

paraît guère affaiblie. Il continue à exercer une administration parallèle dans la région de Masisi-Rutshuru où il perçoit les taxes, contrôle les forces de police et les services de sécurité (Spittaels & Hilgert 2008).

Devant l'échec du programme *Amani*, Kinshasa revient à l'option militaire. Le 28 août 2008, l'armée nationale lance contre les forces rebelles de Nkunda ce qui est sa sixième offensive depuis 2004. C'est un désastre. Le CNDP est sur le point de s'emparer de Goma abandonné par les forces gouvernementales. Mais un changement politique régional déroutant s'opère alors (qui explique peut-être que les rebelles aient renoncé à prendre la capitale du Nord-Kivu). Kabila charge deux de ses proches, Katumba Mwanke et John Numbi, de préparer un accord avec le chef d'État rwandais, qui sera conclu en novembre. Les États-Unis, dans les coulisses, ont joué un grand rôle. L'accord prévoit une action militaire commune contre les FDLR. Nkunda est arrêté au Rwanda en janvier 2009. Le régime de Kigali semble avoir craint que les ambitions du général rebelle ne fassent échapper à son contrôle un Congo oriental qui pourrait replonger dans une guerre générale. Et la publication, en décembre 2008, d'un rapport d'experts des Nations unies prouvant les soutiens de Kigali au CNDP de Nkunda a suscité des menaces de sanctions financières de la part de « pays amis » (Suède, Pays-Bas, Grande-Bretagne), dont Kagame se devait de tenir compte.

En mars 2009, un nouvel accord entre Kinshasa et le CNDP sur l'intégration du mouvement rebelle dans l'armée nationale est signé. Le CNDP se présente désormais comme un parti politique appartenant à l'Alliance pour la majorité présidentielle de Joseph Kabila.

Bosco Ntaganda a succédé à Nkunda. Il est promu général dans l'armée nationale, alors que, depuis 2006, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour l'un des rôles qu'il a joués dans sa riche carrière rebelle, celui de chef milicien en Ituri.

Des fidèles de Nkunda font défection. Un certain nombre se retrouvent dans la milice d'un Front patriotique pour la libération du Congo (FPLC) créé par un certain Gad Ngabo dans le territoire de Rutshuru.

L'intégration militaire du « nouveau » CNDP reste peu effective, et il continue à exercer une administration parallèle dans une large partie du petit Nord-Kivu (United Nations 2010 : § 34-37 ; 2011 : § 305-308)¹¹. Ce qui change, c'est que ce sont les FDLR qui constituent désormais non plus seulement pour Kigali et le CNDP, mais aussi pour Kinshasa, l'ennemi déclaré numéro 1. Les FARDC, qui consacraient leurs impuissantes forces à combattre Nkunda tout en entretenant des relations complices avec les rebelles hutu rwandais, se retournent contre ces derniers. Dans cette nouvelle

¹¹ D'autre part, 400 à 800 combattants du CNDP seraient restés en dehors du processus d'« intégration » à l'armée régulière.

conjoncture, les FDLR, au Sud- comme au Nord-Kivu, nouent des alliances avec des groupes armés congolais opposés à l'accord avec le Rwanda et/ou à leur intégration dans l'armée nationale. Les Tutsi pro-Nkunda du FPLC à Rutshuru ainsi que les Tutsi banyamulenge des Forces républicaines fédéralistes au Sud-Kivu pourront faire partie de ces alliés circonstanciels de la rébellion hutu. Pour compliquer encore le tableau, des dissidents du régime rwandais (ainsi deux généraux qui se sont réfugiés en Afrique du Sud) cherchent à constituer au Congo un front anti-Kagame, rassemblant les FDLR, les fidèles de Nkunda, et divers autres groupes hostiles à Kigali en même temps que rétifs à l'autorité de Kinshasa (United Nations 2011 : § 115-122).

Kigali, pour sa part, s'emploie à raviver l'alliance entre Hutu et Tutsi du Nord-Kivu que, durant la guerre de 1998, le RCD-Goma, son allié vassalisé, avait, on l'a dit, entrepris avec quelque succès de mettre en œuvre sous le gouvernement de Serufuli. Sollicité par Kigali et Kinshasa, celui-ci s'efforce de remonter en scène (voir encore pour ceci et ce qui précède International Crisis Group 2010).

*

L'accord Kinshasa-Kigali de novembre 2008 se concrétise dans une opération militaire conjointe menée au Nord-Kivu en janvier-février 2009, sous le nom d'*Umoja Wetu* (Notre union) (pour cette opération, International Crisis Group 2009). Bosco Ntaganda en est le commandant adjoint. *Umoja Wetu* aura peu d'effets durables sur les FDLR. Ils réagissent par la dispersion et en gagnant des positions plus au sud. À la fin de cette brève opération, ils se regroupent et se réorganisent, et se livrent à des représailles contre les populations.

Umoja Wetu est suivi des opérations *Kimia II* (mars 2009) et *Amani Leo* (janvier 2010), entreprises par les seules FARDC et s'étendant cette fois au Sud-Kivu (International Crisis Group 2010). La force des Nations unies leur apporte son soutien, à la condition que les unités engagées épargnent les populations civiles. Cette condition s'apparente à un vœu pieux. Les populations civiles paient un lourd tribut aux opérations successives contre les FDLR et leurs alliés occasionnels.

De vrais combats se déroulent, et les FDLR, sans être démantelées, se retrouvent affaiblies. Selon la MONUSCO, entre le début 2009 et juin 2011, leur effectif combattant serait passé de 6 000-6 500 à 2 000 ou 3 000 hommes, et il aurait encore fortement décliné dans les mois suivants. Comme toutes les évaluations de ce type, ces chiffres doivent être considérés avec beaucoup de prudence, en tenant compte du fait que les FDLR sont toujours en mesure de procéder à de nouveaux recrutements parmi les réfugiés hutu et dans des viviers congolais.

En 2011, un vaste processus de réorganisation des FARDC déployées dans les deux Kivu suspend ou restreint les opérations militaires. En vue de regrouper des bataillons dispersés en régiments plus consistants, de remettre sur le chantier l'entreprise de fusion dans une même armée de militaires aux origines et trajectoires diverses, de restructurer le commandement, une grande partie de la troupe est cantonnée dans des « sites d'intégration ».

Précisons que les Hutu sont très nombreux au sein de ces forces armées. En 2009, la branche hutu d'une coalition de groupes *mayi mayi* du Nord-Kivu, les Pareco (cf. *infra*), avait, comme le CNDP, opté pour l'intégration dans les FARDC.

L'opération d'« enrégimentation » aurait confirmé ou renforcé au sein des FARDC le poids et la position des Tutsi du CNDP, et aussi dans une moindre mesure des Hutu du Pareco.

Dès lors, aux yeux des groupes « autochtones », la réorganisation de l'armée nationale au Kivu apparaît comme favorisant les Banyarwanda (Stearns 2011). Et dans le petit Nord-Kivu, le rapatriement des Tutsi réfugiés au Rwanda entrepris par le CNDP avive les tensions intercommunautaires (Tegera 2010).

Les opérations menées contre les FDLR renforcent d'une autre manière le CNDP. Elles lui permettent d'élargir son champ d'action en sortant de son fief. Alors qu'auparavant, ses ressources étaient surtout les pâturages des collines du Masisi et les taxes perçues sur les routes et aux frontières, désormais il succède aussi aux FDLR dans le contrôle de certains sites miniers (Braeckman 2010).

Pour combler les vides créés par les cantonnements de forces armées congolaises en voie de restructuration, la MONUSCO mène à partir de mai 2011 des opérations au Sud- (*Amani ya Kwele* - Paix durable) et au Nord-Kivu (*Amani Yetu* - Notre paix).

Esquisse de la situation à la veille des élections de 2011

Dans la période des guerres du Congo, les groupes *mayi-mayi* ont proliféré dans les deux Kivu, au Maniema, et dans le Nord-Katanga. Dans le district de l'Ituri, les conflits fonciers et les contentieux historiques entre communautés ethniques, en particulier entre « pasteurs » hema et « agriculteurs » lendu, ont conduit, dans le contexte de l'intervention de l'armée ougandaise et de l'expansion des rébellions nationales, à la multiplication de formations politico-militaires et à l'instauration d'une situation particulière de guerre et de violences.

Depuis 2003 et avec la fin de la transition, on assiste à une réduction générale de la belligérance et à une relative simplification du tableau des

groupes armés. Cependant, encore en 2011, les rapports hebdomadaires de la MONUSCO sur la situation militaire, ou les chronologies, elles aussi hebdomadaires, établies par Jean-Claude Willame¹², livrent à chaque fois, surtout pour la moitié orientale du pays, des listes impressionnantes d'affrontements armés, d'agressions contre des civils, de viols, de pillages... Les auteurs de ces violences sont l'un ou l'autre des nombreux groupes armés que l'on qualifie de « résiduels », mais aussi des éléments des FARDC, et puis encore des « bandits armés ». Au-delà du phénomène de la multiplication de milices, les guerres et les conflits locaux ainsi que la domination exercée pendant des années par le RCD-Goma et d'autres mouvements rebelles ne se maintenant que par la force, ont provoqué une « brutalisation » générale de la société. S'il est probable que le nombre total des victimes civiles de la violence, en particulier des victimes de viols, tende à décroître, il faudra des études de synthèse faites avec quelque recul pour apprécier les tendances d'évolution que l'on pouvait observer dans la période précédant les élections de 2011.

En dépit du caractère très incertain des informations et d'une réalité extrêmement mouvante, tentons de recenser et caractériser, région par région, les principaux groupes armés subsistants et l'état des situations conflictuelles. Nous nous appuyerons en particulier sur les évaluations les plus récentes des services d'études de la Mission des Nations unies¹³, ainsi que sur le dernier rapport du groupe d'experts sur la RDC institué par le Conseil de sécurité (United Nations 2011).

En Ituri, une offensive militaire menée par les FARDC en 2009 a conduit à un « considérable affaiblissement » des milices encore actives (Spittaels et Hilgert 2010). Dans les années précédentes, la Mission des Nations unies et d'autres acteurs internationaux avaient consacré à ce district des initiatives et efforts spécifiques en matière de désarmement et pacification. Les interventions sélectives de la Cour pénale internationale illustrent, notons-le, l'attention particulière consacrée à l'Ituri. En plus de Jean-Pierre Bemba, trois Congolais sont emprisonnés à La Haye dans l'attente de leur jugement : tous trois étaient des chefs de milices en Ituri ; en outre, c'est pour son rôle dans les FPLC, organisation politico-militaire des Hema dans le district, que Bosco Ntaganda fait l'objet, nous l'avons dit, d'un mandat d'arrêt de la CPI.

Si l'on se fie aux estimations des Nations unies, les seuls groupes armés subsistant en Ituri seraient la milice de création récente du Front populaire pour la justice au Congo (FPJC), composée de Lendu, forte d'une centaine de combattants, et la milice hema des Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) avec ses 200 à 250 combattants.

¹² Éphémérides Grands-Lacs africains, consultable en ligne.

¹³ Celles-ci faisant l'objet d'une diffusion restreinte, nous n'en donnerons pas les références.

Dans la région du Parc national de la Maiko, frontalière entre la Province-Orientale et le Maniema, deux groupes continuent à refuser l'intégration au sein des FARDC : les *Mayi mayi* du « Major Luc » au nombre de 100 à 150 qui seraient composés pour une part de déserteurs de l'armée nationale, et les *Mayi mayi* « *Simba* », peut-être un millier d'hommes, dont l'histoire s'enracine dans les rébellions des années soixante et les conflits armés des années quatre-vingt-dix.

Au Nord-Katanga, un mouvement *mayi mayi* s'est fortement développé lors de la guerre de 1998, au départ de milices d'autodéfense populaire créées par le gouvernement de Kinshasa. Avec à sa tête le « commandant Gédéon », ce mouvement a sévi avec une particulière brutalité dans une vaste zone appelée le « triangle de la mort ». Il ne se manifeste plus beaucoup, mais il disposerait encore de 350 à 400 combattants. Emprisonné depuis 2006, Gédéon K. Mutanga a été condamné à la peine capitale en 2006. En juillet 2011, l'attaque de la prison de la Kassapa près de Lubumbashi par un commando non identifié a libéré un millier de détenus, parmi lesquels Gédéon et des partisans de la cause indépendantiste katangaise.

Ce sont les deux provinces du Kivu qui demeurent le foyer majeur des affrontements et violences.

Au Nord-Kivu, les services d'enquête des Nations unies recensaient en juillet 2011 dix groupes armés congolais, et deux groupes étrangers, les FDLR et les ADF.

Présents dans les deux Kivu, les FDLR auraient été ramenés en quelques années de plus de 6 000 à 1 000-1 500 combattants¹⁴. Affaiblis par des tensions entre leurs leaders ainsi que sur le plan de leurs liaisons et de leurs soutiens extérieurs, ils conservent cependant une organisation aguerrie et occupent une position stratégique dans les rapports conflictuels complexes et fluctuants des communautés ethniques et des États dans la région des Grands Lacs.

Les ADF, Allied Democratic Forces, ou ADF/NALU, sont des rebelles implantés dans le massif du Ruwenzori, se réclamant de la défense des musulmans ougandais face au régime Museveni. En 2010, les FARDC, en concertation avec Kampala, ont engagé sans grand succès des opérations contre cette rébellion (United Nations 2011 : § 41 et suivants). On estime que les ADF disposent encore d'un millier de combattants. Du fait de leur maîtrise d'une zone frontalière accidentée, de sympathies dont ils

¹⁴ Ce dernier chiffre est une estimation de la MONUSCO datée de septembre 2011. Le rapport final d'experts transmis au Conseil de sécurité en octobre 2011 retient encore le chiffre que la Mission des Nations unies avançait en juin, soit celui d'un maximum de 3 000 combattants (2 000 à 3 000), en ajoutant que, selon les services de renseignement rwandais, les FDLR compteraient 4 355 hommes (United Nations 2011 : § 71).

bénéficient en milieu nande, du rôle qu'ils pourraient chercher à jouer dans les bouleversements en cours en Afrique orientale, ils restent un acteur non négligeable, aux évolutions imprévisibles.

Dans la région frontalière avec l'Ouganda, mais beaucoup plus au sud, dans le territoire de Rutshuru, nous avons signalé plus haut la naissance d'un mouvement, le FPLC, dans lequel se retrouvent des fidèles du général Nkunda. Il semble surtout animé par l'opposition au régime rwandais de Kagame. Son leader politique, Gad Ngabo, aurait été arrêté en Ouganda en juin 2010, et le FPLC apparaît affaibli par la perte d'autres leaders et des ralliements à Bosco Ntaganda.

Les autres groupes armés du Nord-Kivu sont des groupes *mayi mayi*. La question du CNDP, de son emprise sur le petit Nord-Kivu, et de la manière dont il a maintenu une chaîne parallèle de commandement tout en intégrant des milliers de ses hommes dans les FARDC, est le facteur déterminant les évolutions de la nébuleuse *mayi mayi*.

Dans les premiers mois de 2007, pour lutter contre la menace de création d'un « *Tutsi land* » dans les territoires de Masisi, Walikale, Rutshuru, une alliance de différentes milices se constitue sous le nom de Patriotes résistants congolais (Pareco), avec à sa tête un Nande, le « colonel » Lafontaine. Ils sont implantés au grand Nord-Kivu dans les élites et la population nande. Les Pareco ont aussi une importante composante hutu (les Pareco-Mugabu) dont le commandement opéra en 2009 pour l'intégration aux FARDC. Les Pareco-Lafontaine seraient aujourd'hui 200 à 300, mais leur leader chercherait à reprendre le contrôle d'une floraison de petits groupes *mayi mayi* (quelque 500 !) des territoires de Lubero et Beni qui ont appartenu à l'Alliance initiale (United Nations 2011 : § 266).

Dans les territoires de Masisi, Walikale, Rutshuru, plusieurs autres groupes *mayi mayi* partagent avec les Pareco-Lafontaine l'objectif de la défense des « autochtones » contre les Banyarwanda, en visant avant tout dans cette catégorie la composante tutsi¹⁵. Le plus puissant de ces groupes serait l'APCLS (Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain) (Hunde, 500 à 1 000 hommes). En juin 2011, dans un contexte de rivalité pour le contrôle de sites miniers, il s'est confronté victorieusement aux *Mayi mayi Cheka* (ethnie Nyanga, 250 à 500 hommes) (United Nations 2011 : § 192, 225). Il faut encore signaler les *Mayi mayi Kifuaqua* (Tembo, 300 hommes), dans la région de Walikale frontalière avec le Sud-Kivu. En janvier 2011, une partie de cette milice a intégré les forces armées nationales.

Au Sud-Kivu, la MONUSCO comptabilise quatorze groupes armés « résiduels », dont deux étrangers (FDLR et FNL burundais).

¹⁵ Un article d'un journaliste local dresse un tableau succinct de la situation au Nord-Kivu en juin 2010 montrant sa complexité et sa fluidité (Rudahigwa 2010).

Mis à part les groupes étrangers et divers petits groupes *mayi mayi* dits d'« autodéfense », en particulier chez les Tembo du territoire de Kalehe au nord, les groupes armés encore actifs se concentrent surtout au sud de Bukavu dans la région des hauts plateaux d'Uvira et dans la plaine de la Ruzizi, frontalière avec le Burundi.

Comme dans la province du Nord, la conflictualité se structure d'une part autour de la question des relations entre populations « autochtones » et « allochtones », d'autre part dans la période récente (depuis surtout la conférence de paix de Goma de janvier 2008), autour du problème de l'intégration dans l'armée nationale des différents groupes armés, et par là des rapports avec le pouvoir de Kinshasa.

Dans les territoires d'Uvira et Fizi, les « allochtones » dont le statut (droits sur la terre et détention du pouvoir coutumier) est contesté sont des Barundi de la plaine de la Ruzizi, et surtout une catégorie particulière de Tutsi, les Banyamulenge des hauts plateaux de Minembwe/Itombwe¹⁶. En ce qui concerne ces derniers, population pratiquant l'élevage, la question de la transhumance des troupeaux sur les terroirs agricoles est un facteur majeur de conflictualité.

Les Banyamulenge ont joué un grand rôle au cours de la guerre de 1998 dans le développement du RCD, mais une importante fraction d'entre eux, emmenée par le commandant Masunzu, est entrée en conflit armé avec la rébellion et ses parrains rwandais. Rallié à Joseph Kabila, Masunzu, nommé général en 2003, commande à Minembwe une brigade composée de Banyamulenge. En 2007, une fraction de cette communauté réunie au sein d'un Front républicain fédéraliste (FRF) affronte Masunzu. Cette nouvelle « rébellion » est provoquée d'une part par des ambitions déçues chez ceux qui n'ont pas bénéficié de promotions dans le cadre de la transition politique et des restructurations de l'armée nationale, d'autre part par le sentiment d'une trahison dans le chef de Masunzu, accusé en particulier d'avoir renoncé au territoire autonome de Minembwe que les Banyamulenge avaient obtenu sous le « règne » du RCD. Les débordements de l'armée nationale engagée contre le Front républicain fédéraliste lors des opérations *Kimia II* et *Amani Leo* vont renforcer le soutien populaire dont il bénéficie au sein de sa communauté. Fin 2010, des commandants du FRF acceptent cependant l'intégration aux FARDC, en obtenant que leurs hommes puissent demeurer à Minembwe dans le cadre d'une unité militaire spécifique, et que dès lors ils conservent un certain pouvoir autonome dans la zone. Une fraction des FRF, dont on ne peut estimer l'importance numérique, refuse cependant l'intégration à l'armée nationale, et poursuit son entreprise rebelle¹⁷.

¹⁶ Pour une vue d'ensemble, voir en particulier : *Life & Peace Institute* (2011).

¹⁷ Pour ce qui précède et ce qui suit, on s'est appuyé sur différents articles diffusés en 2011

Les « faveurs » faites aux Banyamulenge des FRF lors de leur intégration, et celles qui ont bénéficié aux Tutsi du CNDP lors de la restructuration des forces armées dans les deux Kivu (cf. *supra*, 2.1 *in fine*), avivent dans ce Sud-Kivu méridional comme ailleurs les conflits communautaires.

Le principal groupe armé « autochtone » serait ici celui des *Mayi mayi Yakutumba*. Il a été créé en 2007 par un capitaine déserteur des FARDC (dénommé Amuli, *alias* Yakutumba), au sein de la population bembe qui avait été le vivier d'importants mouvements miliciens durant la période de guerre. Les Bembe ont un contentieux historique particulier avec les Banyamulenge. La création de cette nouvelle formation *mayi mayi* répond à différents griefs que nourrissent aussi les autres milices des ethnies « autochtones » à l'égard du régime de Joseph Kabila : tolérance envers les exigences des Banyamulenge, marginalisation des *Mayi mayi* dans le processus d'intégration de l'armée, « excès » des FARDC dans leurs opérations militaires.

Les « Yakutumba » regrouperaient quelque 250 combattants. Ils nouent des alliances, en particulier pour l'exploitation des ressources minières, avec des FDLR ainsi qu'avec les éléments subsistants de la rébellion hutu burundaise des Forces nationales de libération, active dans cette région du Congo depuis une vingtaine d'années.

Évoluant au sein d'autres ethnies « autochtones », il y a encore dans ce même sud du Sud-Kivu différents groupes *mayi mayi* de petite envergure. Ils sont en partie formés de déserteurs des FARDC, un phénomène qui traduit les ratés de l'intégration militaire¹⁸.

*

Il faut nous arrêter enfin brièvement, pour clore ce tour d'horizon des acteurs de conflits armés, sur la question très spécifique de la Lord's Resistance Army (LRA). Cette question, ces derniers mois surtout, fait l'objet de nombreux rapports et articles, des préoccupations de diverses ONG internationales, ainsi que du Conseil de sécurité des Nations unies et des États-Unis. En octobre 2011, le président Obama a annoncé l'envoi d'une centaine de militaires pour assister l'armée ougandaise dans ses opérations contre la LRA.

La LRA est une rébellion ougandaise dirigée par un chef aguerri et s'affirmant habité par des forces spirituelles, Joseph Kony. C'est une rébellion au caractère à la fois messianique et politique, qui se réclame de la défense

sur le site *Congo Siassa* de Jason Stearns, consacrés aux groupes armés et aux problèmes de l'intégration dans les FARDC. Deux de ces articles, portant respectivement sur les FRF (10/08/2011) et sur les *Mayi-mayi Yakutumba* (1/08/2011), ont pour auteure Judith Verweijen.

¹⁸ Cf. en particulier *Congo Siassa* : « Troubles in the integration of armed groups » (14/06/2011) et « New armed groups appear in South Kivu » (15/09/2011).

de la communauté acholi face au régime Museveni. Refoulée par l'armée ougandaise, la LRA s'est implantée au Sud-Soudan, et puis, à partir de la fin de 2005, en RDC, dans la zone du Parc national de la Garamba dans le district du Haut-Uele, au Nord-Est du pays (voir en particulier : International Crisis Group 2011 ; Human Rights Watch 2010). En décembre 2008, avec le soutien américain, l'armée ougandaise a lancé contre elle en territoire congolais l'opération *Lightning Thunder*. Elle ne semble pas avoir affaibli la rébellion qui a recouru à sa tactique habituelle de fractionnement en petites unités très mobiles, et qui, ignorant les frontières, circule aujourd'hui entre la RDC, la République centrafricaine et le Sud-Soudan. Ses qualités en termes d'organisation, d'endurance et de discipline, les tensions et rivalités entre l'armée congolaise et la force expéditionnaire ougandaise, la faible priorité accordée par les États concernés à une rébellion cantonnée dans des zones périphériques, et qui ne représente une réelle menace que pour les populations locales, expliquent la résilience de la LRA. On s'accorde cependant pour lui attribuer une force combattante très réduite : 150 à 300 hommes (dans les trois pays où elle est active ?). Mais il faut tenir compte du fait que le recours régulier à l'enlèvement de jeunes civils, réduits en servitude ou endoctrinés et transformés en combattants, permet à la LRA de combler ses pertes et de disposer d'un effectif variable et mobile de nouvelles recrues, impossible à évaluer.

Du fait de son extrême brutalité, de la terreur qu'elle exerce et suscite, cette rébellion provoque un désastre humain qui paraît « disproportionné » : depuis 2008, elle aurait provoqué en RDC le déplacement de quelque 440 000 personnes. Et elle y a tué ou enlevé plusieurs milliers de civils.

3. Considérations finales

Cet article avait pour objet l'évolution depuis la période des guerres des groupes armés et des mouvements rebelles, et leur situation à la veille des élections de la fin 2011. L'analyse a montré la diversité et la complexité des dynamiques conflictuelles, diversité et complexité d'autant plus grandes que des conflictualités importées viennent se greffer sur celles produites par l'histoire congolaise. On a entrepris de caractériser les principaux acteurs et de mettre en évidence les lignes de force des changements et recompositions des champs de conflit. Mais, dans les limites d'un tel article, on ne pouvait montrer, sauf parfois par de brèves indications ou allusions, comment les évolutions particulières récentes s'inscrivent dans des processus historiques plus généraux (cf. *supra* note 2).

Cette analyse n'a guère fait de place à la question des enjeux économiques portant sur l'accaparement des ressources minières, alors que la littérature sur

les conflits armés dans une région comme le Congo oriental met fortement l'accent sur le rôle de la compétition pour ces ressources, et que l'on assiste dans la période récente à différentes initiatives internationales, en particulier américaines, cherchant à réduire à merci les auteurs de guerre par le contrôle et la régulation de l'exploitation et de la commercialisation des « minerais de sang ». Le gouvernement de Kinshasa, lui-même, s'est revendiqué de cette démarche quand il a décrété, de septembre 2010 à mars 2011, l'interdiction des exportations minières à partir de l'Est congolais. Cette mesure temporaire semble avoir eu pour principal effet de perturber l'économie locale formelle et informelle, au détriment des entreprises et de la population¹⁹.

Critiquant les approches mettant l'exploitation illégale des ressources naturelles au cœur du conflit congolais, Dominic Johnson faisait l'observation suivante : « Les belligérants peuvent utiliser les revenus des ressources naturelles dans le but de faire la guerre, mais cela ne signifie pas qu'ils font la guerre afin d'utiliser les revenus des ressources naturelles. » Et il écrivait plus loin : « Les conflits autour des mines dans les Kivu sont généralement liés à d'anciens conflits sur la propriété des terres, la terre ayant été l'objet de discorde longtemps avant que les minéraux ne deviennent économiquement pertinents » (Pole Institute 2010 : 43). Dans un autre article, le même auteur soulignait que, depuis 1993, la dimension économique des conflits dans le Congo oriental porte fondamentalement sur l'accès à la terre ainsi que le contrôle des routes commerciales, en faisant par là intervenir les facteurs de l'ethnicité et de la nationalité ; ceux-ci en effet régissent la détention du pouvoir « coutumier » sur les terroirs communautaires et jouent de façon générale un grand rôle dans la compétition pour l'exercice du pouvoir (Johnson 2009).

Notre trop brève et schématique analyse tend à confirmer la justesse de cette ligne d'interprétation. Dans la genèse des conflits, en particulier au Congo oriental, la question des rapports communautaires aux terroirs et territoires est une dimension primordiale. Les enjeux économiques ne peuvent être dissociés d'enjeux plus généraux déterminés par les rapports entre des groupes sociaux historiquement constitués, et ils sont loin de se réduire au contrôle des sites miniers. Il reste cependant que nous n'avons pas pu suffisamment souligner le rôle de la compétition pour les ressources naturelles, non seulement dans l'entretien donc la persistance des groupes armés, mais aussi dans leurs évolutions et l'évolution des rapports qui les lient ou les opposent.

Nous avons particulièrement mis l'accent sur les conflits à différents niveaux entre « autochtones » et « allochtones », et montré l'importance

¹⁹ Voir en particulier des articles de D. Johnson, P. P. Rudahigwa, et A. Tegera dans un dossier de Pole Institute (2010).

récurrente dans les deux Kivu de la question des Banyarwanda. Ailleurs, nous avons également mis en lumière le rôle d'identifications ethniques ou ethnico-régionales. Notre analyse ne conduit en rien cependant à faire de l'ethnicité un facteur primordial et univoque d'explication. Le facteur ethnique intervient en lien à chaque fois avec les questions de la terre, de l'accès aux ressources, et du pouvoir, dans des contextes sociaux et politiques évolutifs qui déterminent le rôle qu'il est amené à jouer. Et, on l'a vu en évoquant en particulier les divisions et les positionnements variables des Hutu et des Tutsi, une même référence ethnique fonde et alimente des engagements et des alliances divers et changeants.

Bibliographie

Braeckman, C. 2010. « Des alliances contre nature se nouent au Kivu », *Le carnet de Colette Braeckman*. www.lesoir.be, 29/11/2010.

Bucyalimwe Mararo, S. 2004. « Le TPD à Goma (Nord-Kivu) : mythes et réalités ». In F. Reyntjens & S. Marysse (éd.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2003-2004*. Anvers-Paris : Centre d'études de la région des Grands Lacs-L'Harmattan, pp. 139-170.

Bucyalimwe Mararo, S. 2007. « Les élections de 2006 et l'ordre post-transition au Kivu : changements et continuités ». In F. Reyntjens & S. Marysse (éd.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2006-2007*. Anvers-Paris : Centre d'études de la région des Grands Lacs-L'Harmattan, pp. 243-271.

de Villers, G. 2009. *République démocratique du Congo. De la guerre aux élections. L'ascension de Joseph Kabila et la naissance de la Troisième République (janvier 2001-août 2008)*. Tervuren-Paris : Institut africain-L'Harmattan (coll. « Cahiers africains 75 »).

Huggins, Ch. 2010 (nov.). *Land, Power and Identity. Roots of Violent Conflict in Eastern DRC*. International Alert, pp. 1-48 (www.international-alert.org).

Human Rights Watch. 2010 (mars). *Democratic Republic of Congo. Trail of Death. LRA Atrocities in Northeastern Congo*.

International Crisis Group. 2005 (30 mars). *The Congo's Transition is Failing: Crisis in the Kivus*. ICG (coll. « Africa Report 91 »).

International Crisis Group. 2007 (31 octobre). *Congo: Bringing Peace to North Kivu*. ICG (coll. « Africa Report 133 »).

International Crisis Group. 2009 (9 juillet). *Congo : Une stratégie globale pour désarmer les FDLR*. ICG (coll. « Rapport Afrique 151 »).

International Crisis Group. 2010 (16 novembre). *Congo : Pas de stabilité au Kivu malgré le rapprochement avec le Rwanda*. ICG (coll. « Rapport Afrique 165 »).

International Crisis Group. 2011 (17 novembre). *The Lord's Resistance Army: End Game?* (coll. « Africa report 182 »).

IRIN (service d'information des Nations unies). 2011 (25 juillet). *Analyse : l'enlèvement dans l'est de la RDC risque fort de gâcher les élections.*

Johnson, D. 2009 (juillet). « Minerals and conflict in Eastern DRC ». *Discussion Paper*. Goma : Pole Institute.

Lemarchand, R. 2009. *The Dynamics of Violence in Central Africa*. Philadelphie (Pennsylvanie) : University of Pennsylvania Press.

Life & Peace Institute. 2011. *Au-delà des « groupes armés » : conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC).*

Marchal, R. & Messiant, Ch. 2001. *Une lecture symptomatique de quelques théorisations récentes des guerres civiles*, texte présenté le 6 mars 2001 à un séminaire sur « les acteurs intérieurs des conflits en Afrique ». Paris : CERI.

Nations unies-Division des droits de l'homme de la MONUC & Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. 2008 (mai). *Enquête spéciale sur les événements de février et mars 2008 au Bas-Congo.*

Omasombo, J. & Kennes, E. 2006. *Biographies des acteurs de la transition (juin 2003-juin 2006)*. Tervuren-Kinshasa-Lubumbashi : MRAC-CEP-CERDAC.

Pole Institute. 2010 (nov.). *Les Minerais « de sang » : un secteur économique criminalisé à l'Est de la RD Congo*. Goma.

Prunier, G. 2009. *From Genocide to Continental War. The "Congolese" Conflict and the Crisis of Contemporary Africa*. Londres : Hurst Publishers Ltd.

Reyntjens, F. 2009. *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996-2006*. Cambridge University Press.

Rudahigwa, P.-P. 2010. « Regain d'insécurité au Nord-Kivu ». Goma : Pole Institute (coll. « Échos de Goma et d'ailleurs »).

Spittaels, S. & Hilgert, T. 2008. *Cartographie des motivations derrière les conflits : le cas de l'Est de la RDC*. Anvers : IPIS-Fatal Transactions.

Spittaels, S. & Hilgert, T. 2010. *Cartographie des motivations derrière les conflits : Province orientale (RDC)*. Anvers : IPIS-Fatal Transactions.

Stearns, J. 2008. « Laurent Nkunda and the National Congress for the Defense of the People (CNDP) ». In *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2007-2008*, série citée, pp. 245-267.

Stearns, J. 2011. « Restructuring of Congolese Army Produces Resentment ». Site *Congo Siassa*, 29 juillet 2011.

Tegera, A. 2010 (février). « Perspectives for peace in Kivu today » (octobre 2009). In Pole Institute, *Guerillas in the Mist*, Goma, pp. 30-35.

Tull, D. M. 2005. *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)*. Hambourg : Institut für Afrika-Kunde.

United Nations, Security Council. 2010 (25 mai). *Interim Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo*.

United Nations, Security Council. 2011 (2 décembre). *Final Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo*.

Vlassenroot, K. 2006. « A societal view on violence and war. Conflict and militia formation in Eastern Congo ». In P. Kaarsholm (éd.), *Violence, Political Culture and Development in Africa*, Oxford- Athens-Pietermaritzburg : James Currey-Ohio University Press-University of KwaZulu-Natal Press, pp. 49-65.

Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. 2009. « Kivu's intractable security conundrum ». *African Affairs* 108/432 : 475-484.

Willame, J.-C. 1997. *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. Bruxelles-Paris : Institut africain/CEDAF-L'Harmattan (coll. « Cahiers africains 25 »).